

**PAYS : Bolivie**

**Nom de l'OSC partenaire: Nom de l'OSC porteuse du projet**  
Secours Catholique - Caritas France

**Noms des principaux partenaires locaux impliqués :**  
- CIPCA: Centre de Recherche et de Promotion de la Paysannerie

**Montant du budget prévisionnel du projet affecté au pays :**  
325 537 €



## Région d'intervention :

### 1. Contexte local dans lequel le projet est mis en œuvre

La Bolivie est un pays à la fois andin et amazonien offrant une grande diversité d'écosystèmes et de paysages. Il est également l'un des pays de la région les plus vulnérables au changement climatique.

Les politiques du gouvernement de Luis Arce Catacora ont accentué les tendances du gouvernement précédent d'Evo Morales, en appuyant l'agro-industrie, l'expansion de la frontière agricole (impliquant la déforestation), le développement des produits agro-chimiques et des OGM et la valorisation d'une croissance économique basée sur les industries extractives; tout ceci au mépris de l'obligation de consultation préalable des peuples autochtones et parfois des zones protégées. Les incendies des forêts des dernières cinq années ont été catastrophiques et ceux de 2022 ont impliqué une augmentation de 32% par rapport à 2021, le nombre d'hectares incendiés arrivant à 385 000. L'inexistence de sanctions financières ou pénales concernant les incendies ont favorisé la déforestation, principalement en Amazonie, en Orient, en Chiquitania et dans les régions du Chaco.

Les problèmes écologiques actuels dont souffre la région Andino-amazonienne impactent directement les familles de paysans autochtones. Il existe pourtant des alternatives avec le recours à l'agroécologie et aux savoirs traditionnels de ces populations, permettant de préserver l'équilibre l'harmonie avec la Terre-Mère, la gestion durable des ressources naturelles et la préservation de la sécurité alimentaire. L'un des principaux problèmes du contexte actuel de ce projet est la prédominance d'un modèle extractiviste mondialisé qui augmente la dégradation socio-environnementale basée sur la rationalité extractive et la consommation intensive d'énergie provenant de sources non durables, qui donne la priorité aux profits par rapport aux visions territoriales locales, à la sécurité et à la souveraineté alimentaires et à une vie digne".

En Bolivie, le néo-extractivisme génère des conflits socio-environnementaux pour l'accès et l'utilisation des terres, des territoires et des ressources naturelles entre les communautés paysannes et autochtones et les entreprises (agricoles, minières ou agro-industrielles), voire avec l'État, lorsque ce dernier est entrepreneur ou facilitateur de concessions, mais aussi entre les communautés et les coopératives minières, ou entre les communautés de plaine et les colons andins. Ces conflits se multiplient et s'aggravent d'année en année, provoquant des réactions et des demandes de la part des nations autochtones.

Dans la sphère socio-organisationnelle et politique, les organisations sociales des différentes régions ont, au cours des dernières années, donné la priorité à leurs agendas politiques plutôt qu'à leurs agendas organiques, provoquant dans de nombreux cas des divisions internes, à tel point qu'il existe des organisations parallèles, celles qui sont organiques et celles qui répondent au gouvernement central. Il existe peu d'organisations, notamment les plus locales et régionales, qui répondent encore à leurs agendas organiques et contribuent efficacement au développement territorial de leurs bases.

## **2. Identification des bénéficiaires du projet dans ce projet**

- **Directs** : 7 741 agriculteurs autochtones et paysans issus de 1 658 familles : 3 668 hommes, 3 156 femmes, dont 326 jeunes hommes et femmes, 171 autorités locales, régionales et nationales. Egalement, 200 représentants d'organisations de la société civile et 200 dirigeant.e.s de 27 municipalités.
- **Indirects** : environ 20.571 personnes d'au moins 4.000 familles des municipalités sélectionnées pour le projet.

## **3. Description des activités du projet menées dans le pays concerné :**

### OS1.R1. A1 :

- Recherche scientifique et recherche action sur les expériences réussies, sur la résilience socio-écologique et la souveraineté alimentaire

**Activité 1.1.1.a.** Rencontres nationales annuelles sur les questions territoriales stratégiques

**Activité 1.1.1.b.** Suivi des indicateurs agro-écologiques et de la durabilité.

### OS1.R1. A2 :

- Positionnement d'alternatives productives et d'adaptation au changement climatique (systèmes agroforestiers);
- Articulation de plateformes nationales (Forums, Réseaux, articulation) pour la promotion des droits territoriaux et humains

**Activité 1.1.2.a.** Ateliers de formation sur les droits dans la gestion territoriale, la gouvernance, la justice environnementale, les réglementations nationales.

**Activité 1.1.2.b.** Rencontres nationales sur le respect des droits.

### OS1.R2. A1 :

**Activité 1.2.1.a.** Mise en œuvre de systèmes productifs.

**Activité 1.2.1.b.** Consolidation des systèmes de production dans le cadre d'une approche agro-écologique.

### OS1.R2. A1 :

**Activité 1.2.2.a.** Échanges d'expériences pour le plaidoyer : propositions de politiques publiques.

### OS2.R1. A1 :

- Promouvoir les échanges d'expériences sur les dynamiques de transition écologique juste, économie des soins

**Activité 2.1.1.a.** Systématisation des expériences de gestion des biens communs.

**Activité 2.1.1.b.** Promouvoir l'échange d'expériences sur les dynamiques de transition écologique juste, la gestion des biens communs.

## **4. Autres**

---